

La pêche illicite, non déclarée et non réglementée



1. Grand défis pour la durabilité du secteur des pêches et la sécurité alimentaire

La pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INDNR) reste l'une des plus grandes menaces aux écosystèmes marins en raison de sa puissante aptitude à saper les efforts nationaux et régionaux consistant à gérer durablement la pêche et à préserver la biodiversité marine. La pêche INDNR tire profit des administrations corrompues et exploite les régimes de gestion faibles, en particulier ceux des pays en développement, qui manquent de capacités et de ressources pour des stratégies efficaces de suivi, contrôle et surveillance (SCS). On la trouve dans tous les types et dimensions de pêches, aussi bien en haute mer que dans les zones relevant de la juridiction nationale, elle concerne tous les aspects et toutes les phases de la capture et de l'utilisation du poisson, et peut parfois être associée au crime organisé. Les ressources halieutiques disponibles pour les pêcheurs de bonne foi sont victimes d'un braconnage impitoyable de la part de la pêche INDNR, lequel conduit souvent à l'effondrement de la pêche locale et notamment la pêche artisanale, qui s'est avérée être particulièrement vulnérable dans les pays en développement. Les produits issus de la pêche INDNR peuvent se retrouver sur des marchés commerciaux d'outre-mer, et ainsi asphyxier l'offre locale de denrées alimentaires. La pêche INDNR menace ainsi les moyens d'existence, exacerbe la pauvreté et augmente l'insécurité alimentaire. Il est bien connu que la pêche INDNR s'est intensifiée au cours des 20 dernières années, en particulier la pêche en haute mer. Malheureusement, la nature

dynamique, adaptable, hautement mobile et clandestine de la pêche INDNR empêche une estimation explicite de son impact. Les estimations grossières indiquent cependant que la pêche INDNR à travers les océans à l'échelle mondiale représente chaque année entre 11 à 26 millions de tonnes de poisson, soit un coût situé entre 10 et 23 milliards de dollars des États-Unis.

La **pêche illégale, non déclarée et non réglementée (IUU)** est un terme général, qui englobe:

- Les activités de pêche et activités connexes conduites en violation des législations nationales, régionales et internationales.
- La non déclaration, la notification fallacieuse ou la sous-déclaration des informations sur les opérations de pêche et leurs captures.
- La pêche pratiquée par des navires «apatrides».
- La pêche dans les zones couvertes par des organisations régionales de gestion des pêches (ORGP) par des navires non-parties.
- Les activités de pêche non réglementées par les États et ne pouvant être facilement surveillées et comptabilisées.

Cadre international de lutte contre la pêche INDNR

Un certain nombre d'instruments internationaux ont été développés au cours des dernières décennies et, ensemble, ils comprennent une série d'outils efficaces qui peuvent être utilisés pour lutter contre la pêche INDNR.

- **La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (1982)** définit les droits et les responsabilités des nations concernant leur utilisation des océans à l'échelle mondiale, en élaborant des lignes directrices pour les entreprises, l'environnement et la gestion des ressources marines naturelles.
- **L'Accord FAO visant à favoriser le respect, par les navires de pêche en haute mer, des mesures internationales de conservation et de gestion (1993)**, vise à empêcher la «ré-immatriculation» des navires pêchant en haute mer sous le pavillon d'États qui ne peuvent ou ne veulent pas faire respecter les mesures internationales de conservation et de gestion des pêches. La maintenance des immatriculations des navires de pêche, la coopération internationale sont largement couvertes par les dispositions de l'Accord.
- **L'Accord des Nations Unies sur les stocks de poisson (1995)** vise à assurer la conservation à long terme et l'utilisation durable des stocks chevauchants et des stocks de poisson grands migrateurs dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. L'Accord énonce également les obligations des États du pavillon, et notamment celles liées à l'enregistrement et à l'immatriculation des navires, aux autorisations, suivi, contrôle et surveillance (SCS), ainsi qu'à la conformité et à la mise en application de la législation. La coopération dans son application internationale, régionale et sous-régionale est également prise en compte, au même titre que les procédures d'embarquement et d'inspection, et les mesures du ressort de l'État du port.
- **Le Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable (1995)** comprend des principes et des standards comportementaux internationaux pour des pratiques de pêche responsables et le développement de l'aquaculture. Il sert de référence pour les efforts nationaux et internationaux, notamment pour les cadres et les instruments politiques et institutionnels, afin de garantir une exploitation durable des ressources aquatiques vivantes, en harmonie avec l'environnement. Il encourage également, entre autres, un commerce responsable du poisson et des produits issus de la pêche. Il comporte des dispositions relatives aux obligations des États, des États du pavillon, des États du port et des États de commercialisation, et sur le rôle des ORGP.
- **Le Plan d'action international visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (2001)**, est un ensemble d'outils pour lutter contre la pêche INDNR, à l'intention de tous les États et généralement, les États du pavillon, les États côtiers, les États du port et les ORGP. Le Plan d'action (PAI-INDNR) appelle tous les pays à développer et à mettre en œuvre un Plan d'action national cohérent et à l'examiner périodiquement. La mise en œuvre des responsabilités des États du pavillon, ainsi que des États côtiers et des États du port, et les mesures liées au marché, constituent les principaux éléments du PAI-INDNR.
- **L'Accord de la FAO relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (2009)**, vise à empêcher les navires se livrant

à des activités de pêche INDNR d'utiliser les ports et de débarquer leurs prises, en dissuadant ainsi ces navires de continuer à opérer et en bloquant l'accès des produits de la pêche INDNR aux marchés nationaux et internationaux. L'Accord couvre également le rôle des États du pavillon et des ORGP dans la mise en œuvre des mesures du ressort de l'État du port.

- **Les Directives volontaires pour la conduite de l'État du pavillon (2014)**, fournissent des orientations pour renforcer et assurer le suivi de la conformité des États du pavillon quant à leurs devoirs et obligations internationales en matière d'immatriculation et de contrôle des navires de pêche. Elles traitent de toutes les responsabilités les plus pertinentes qui incombent aux États du pavillon, en se basant sur les éléments contenus dans la juridiction internationale, et notamment les instruments internationaux contraignants et non contraignants sur la pêche. La gestion de la pêche, l'enregistrement et l'immatriculation des navires, les autorisations, le SCS et la coopération entre les États du pavillon et les États côtiers font partie des composantes centrales de ces directives. Les ORGP ont un rôle à jouer dans l'utilisation des Directives pour renforcer les performances de l'État du pavillon.

2. LA FAO et les initiatives mondiales de lutte contre la pêche INDNR

Directives volontaires sur les systèmes de documentation des prises

Un certain nombre de pays importateurs ont commencé à mettre en œuvre des Systèmes de documentation des prises (CDP) dans leur lutte contre les activités de la pêche INDNR, en essayant de s'attaquer au problème du point de vue du marché et du commerce. Afin de garantir que ces systèmes ne constituent pas une barrière non nécessaire aux échanges, la Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la pêche durable de décembre 2013 a demandé aux pays Membres d'aider la FAO à élaborer des directives et d'autres critères pertinents en lien avec les systèmes de documentation des prises. Il a été stipulé que celles-ci devraient être conformes aux dispositions de la juridiction internationale pertinente, ne pas créer de barrières non nécessaires aux échanges, suivre le principe d'équivalence et être axées sur le risque. L'évaluation des systèmes et des formats comprend des considérations coût-bénéfice et tient compte des systèmes de documentation des prises qui existent déjà dans certains États Membres, Organisations Membres, et dans le contexte des ORGP. La proposition d'un projet de Directives volontaires sur les systèmes de documentation des prises est actuellement soumise à une consultation technique et pourrait être adoptée à l'occasion de la quarantième session de la Conférence de la FAO, en juillet 2017.

Le Registre mondial des navires de pêche, des navires de transport réfrigérés et d'approvisionnement (Registre mondial)

Le Registre mondial est une initiative mondiale volontaire, progressive et collaborative qui vise à assurer la disponibilité des informations relatives à l'immatriculation des navires, et d'autres données pertinentes, dans l'objectif de fournir une manière rapide et fiable pour confronter les données à d'autres sources. Les navires de pêche tout comme les autres navires impliqués dans les opérations de pêche sont inclus. Le Registre mondial a l'objectif d'accroître la transparence, la traçabilité et la divulgation des données sur la flotte de pêche mondiale et ses opérations.

Collaboration entre les organisations internationales et les réseaux internationaux

Plusieurs organisations internationales travaillent ensemble, sous différentes formes, pour lutter contre la pêche INDNR, et la collaboration entre celles-ci est impérative. La FAO participe activement à un certain nombre de ces collaborations, à savoir, le Groupe de travail ad hoc mixte FAO/OMI sur le pêche INDNR, et les réunions avec d'autres organisations internationales telles que l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Organisation internationale du commerce (OMC), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), ainsi qu'à des réunions d'experts du réseau international de suivi, contrôle et surveillance (SCS).

Directives sur la pêche INDNR et sur les méthodologies d'estimation des prises de la pêche INDNR

En reconnaissant l'importance de la quantification de la pêche INDNR la trente-deuxième session du Comité des pêches de la FAO (COFI) de 2016 a appuyé le développement de directives techniques sur les méthodologies et les indicateurs de la FAO pour l'estimation de la magnitude et de l'impact de la pêche INDNR, et appelé à des estimations périodiques fiables de la pêche INDNR, notamment au niveau régional.

Common Oceans – gestion durable des pêches au niveau mondial et conservation de la biodiversité dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale (ABNJ)

Les zones situées au-delà de la juridiction nationale (ABNJ pour son acronyme anglais) sont les zones de l'océan pour lesquelles aucune nation ne dispose d'une responsabilité spécifique ou unique en matière de gestion. La réalisation d'une gestion durable des ressources halieutiques et de la conservation de la biodiversité dans les ABNJ est extrêmement difficile en raison de la complexité des écosystèmes ainsi que du nombre et de la variété des acteurs impliqués, et elle se trouve cependant au cœur des discussions sur la pêche INDNR. Effectivement, les bénéfices de la gestion des ABNJ peuvent également s'étendre aux pays côtiers, dans la mesure où les ressources halieutiques se chevauchent souvent avec celles de leurs zones économiques exclusives. Le Programme des zones situées au-delà des juridictions nationales (ABNJ-Common Oceans) financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et coordonné par la FAO, en étroite collaboration avec d'autres partenaires de mise en œuvre, vise à promouvoir une gestion efficace et durable des ressources de la pêche et la conservation de la biodiversité dans les ABNJ, pour réaliser les objectifs mondiaux convenus à l'échelle internationale. Il se concentre sur le thon et les pêcheries en eau profonde, en mettant l'accent sur la création de précieux partenariats, et en

améliorant la coordination aux échelles mondiale et régionale, sur les problématiques relatives aux ABNJ.

Grandes étapes dans la lutte contre la pêche INDNR

L'Accord sur les mesures du ressort de l'État du port

L'une des réalisations les plus récentes et les plus significatives dans la lutte pour la prévention, la dissuasion et l'élimination de la pêche INDNR a été l'entrée en vigueur, le 5 juin 2016, de L'Accord sur les mesures du ressort de l'État du port pour prévenir, dissuader et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée. Cela a marqué le tout premier accord international contraignant visant la pêche INDNR.

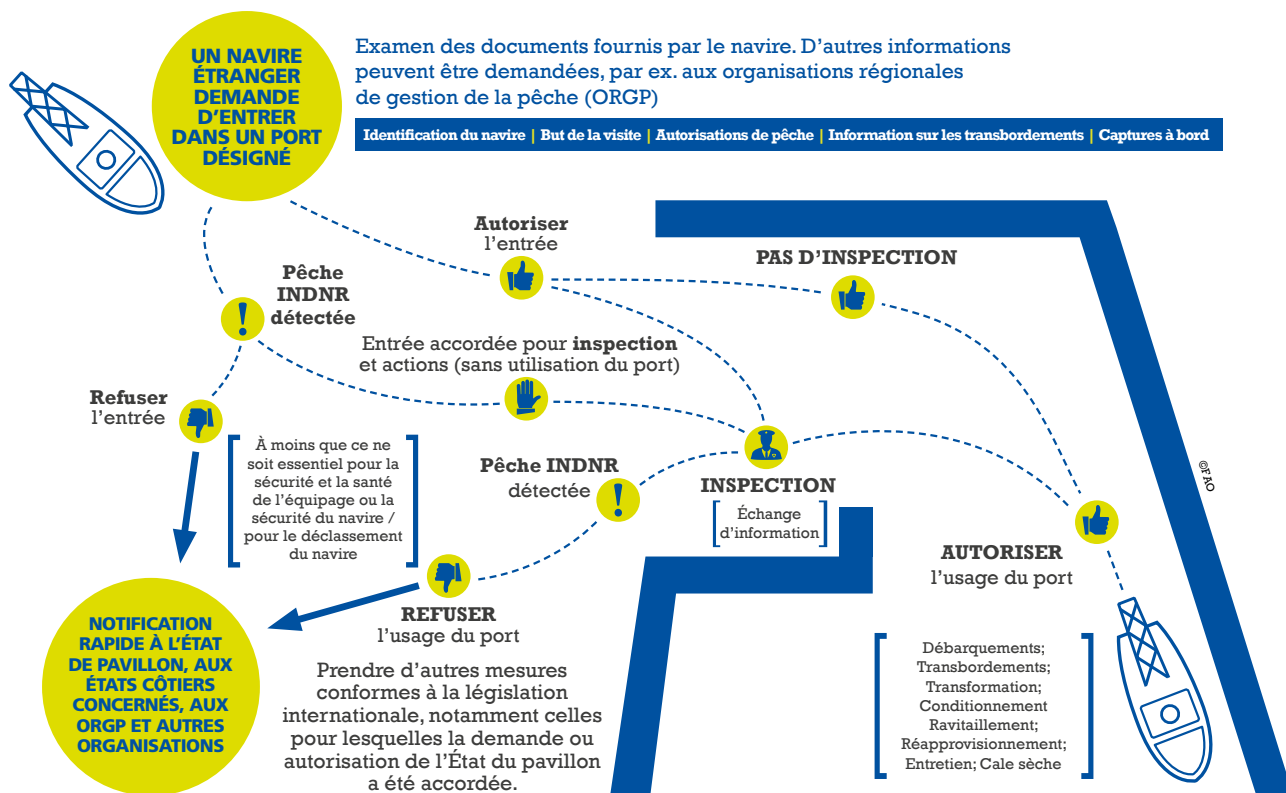
Comment fonctionne l'Accord?

Les mesures du ressort de l'État du port (MREP) sont des obligations imposées et des dispositions prises par les États du port, que les navires de pêche étrangers doivent respecter ou auxquelles ils doivent se soumettre pour pouvoir utiliser les ports de cet État. Elles comportent généralement des exigences relatives à la notification préalable de l'entrée dans le port et aux débarquements/transbordements de poisson, des restrictions sur les fournitures et les services, des exigences relatives à la documentation à fournir et des inspections dans les ports, mais aussi d'autres mesures connexes, telles que l'établissement d'une liste des navires de pêche illégale, des mesures commerciales et des sanctions.

Principales mesures que les parties à l'Accord s'engagent à inclure:

- La désignation des ports qui reçoivent des navires de pêche autre que ceux de l'État du pavillon, et la garantie d'une capacité suffisante pour mener des inspections appropriées.
- L'exigence que les navires de pêche étrangers qui souhaitent entrer dans un port désigné demande auparavant l'autorisation de l'État du port, transmettent des informations, notamment sur leurs activités et sur le poisson qu'ils détiennent à bord. Cela donnera aux autorités une possibilité d'identifier au préalable tout type de comportement illégal.
- La réalisation d'inspections des navires conformément à une série de standards minimums. L'examen des papiers du navire, la vérification des outils de pêche, l'examen des prises et le contrôle des immatriculations du navire peuvent souvent révéler s'il a été impliqué dans des activités de pêche INDNR.
- Le refus de l'entrée et/ou de l'utilisation du port pour les navires impliqués dans des activités de pêche INDNR. Lorsqu'un navire se voit refuser l'accès à un port, ou son utilisation, les États du port doivent communiquer cette information aux autres États ou entités internationales concernés.





- La prise de mesures et l'engagement de poursuites, conformément à la législation internationale, notamment pour les navires où la demande ou l'autorisation de l'État du pavillon a été donnée, contrairement à ceux qui ont entrepris des activités de pêche INDNR. Les mesures définies dans l'Accord MREP s'appliquent aux navires de pêche étrangers, cependant, il est attendu que les États appliquent, tout du moins, des mesures similaires également à leur propres navires de pêche. Les parties ont l'obligation d'entreprendre un suivi régulier du respect de l'Accord, avec un premier examen majeur programmé dans un délai de quatre ans suite à la première entrée en vigueur de l'Accord.

Un aperçu général de la mise en œuvre des principales mesures de l'Accord est illustré ci-dessus.

Activités de renforcement des capacités et de sensibilisation de la FAO dans la lutte contre la pêche INDNR

Afin de renforcer et d'élargir la fourniture d'une assistance, la FAO a récemment formulé un Programme-cadre mondial de renforcement des capacités intitulé: «Appui à la bonne mise en œuvre de l'Accord de 2009 de la FAO relative aux mesures du ressort de l'État du port et aux instruments complémentaires de lutte contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée». Ce programme, d'une durée de cinq ans a l'objectif de développer les capacités des pays en développement, en luttant contre la pêche INDNR, en renforçant leurs cadres politiques, réglementaires, et opérationnels, conformément à l'Accord MREP et à d'autres instruments internationaux et systèmes régionaux pertinents.

3. Pourquoi un partenariat avec la FAO?

De par son rôle d'intermédiaire et son autorité naturelle dans les domaines de la pêche et de l'aquaculture, aussi bien en tenant compte de ses connaissances et des statistiques accumulées au

niveau mondial sur tous les aspects des pêches et des captures marines, que par son expérience concrète, la FAO est en mesure de fournir à ses partenaires un accès aux informations les plus récentes sur tous les aspects de la pêche et de l'aquaculture, et notamment sur les perspectives futures et la planification des pêches durables à l'échelle planétaire. L'expertise de la FAO et son expérience directe dans la gestion des pêches et les problématiques de gouvernance, y compris le développement et la mise en œuvre des accords et des instruments internationaux, garantit que le problème complexe de la pêche INDNR soit traité avec l'exhaustivité nécessaire.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 souligne l'importance des partenariats

Le Programme 2030 souligne l'importance de la construction de partenariats et le renforcement de la participation des parties prenantes en tant qu'élément clé du progrès et du succès dans la promotion et la mise en œuvre effective d'activités destinées à appuyer les cibles des objectifs de développement durable. Dans un domaine aussi important que celui de la pêche INDNR, la FAO collabore avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le réseau international de suivi, contrôle et surveillance (IMCS pour son acronyme en anglais), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), le Fonds mondial pour la nature (WWF), le PEW, et de nombreuses autres organisations non gouvernementales (ONG) et organisations intergouvernementales (OIG). Elle travaille également en partenariat direct avec les organisations régionales de gestion de la pêche (ORGP)/les organismes régionaux des pêches (ORP) et les pays Membres aussi bien aux niveaux national que régional.